

ROYAUME DE BELGIQUE.
-----KONINKRIJK BELGIE.
-----AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, de la Modernisation des services publics et des Institutions scientifiques et culturelles nationales, le 11 avril 1991, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 27 octobre 1989 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat, saisie d'une demande de suspension", a donné le 15 avril 1991 l'avis suivant :

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 11 april 1991 door de Minister van Binnenlandse Zaken, van de Modernisering van de Openbare Diensten en van de Nationale Wetenschappelijke en Culturele Instellingen verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 27 oktober 1989 tot bepaling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State, waarbij een vordering tot schorsing aanhangig is gemaakt", heeft op 15 april 1991 het volgend advies gegeven :

Le projet tend à supprimer complètement la suspension automatique résultant de l'introduction d'une demande de suspension de l'exécution de l'acte attaqué. Une telle suspension automatique a déjà été supprimée pour les règlements par l'arrêté royal du 6 décembre 1990.

Cette suppression a pour contrepartie l'attribution au président de la chambre saisie, du pouvoir de prononcer la suspension en cas d'extrême urgence. Le projet insère à cette fin dans l'arrêté royal du 27 octobre 1989 un article 10bis rédigé en termes identiques à un texte proposé par l'avis L. 20.371/AG pour être inséré dans les lois coor-données du 12 janvier 1973.

Si ce texte avait été inséré dans les lois coor-données, il eût requis pour son application certaines adaptations de l'arrêté royal du 27 octobre 1989. Ces adaptations doivent figurer dans le projet.

L'article 10bis nouveau prévoit deux hypothèses d'extrême urgence : une extrême urgence "ordinaire", qui s'accommode d'une procédure contradictoire, et une extrême urgence "absolue" qui ne souffre pas les délais même brefs d'une telle procédure. Ces deux hypothèses devraient faire l'objet de paragraphes distincts, de manière à en faciliter l'application.

.../...

Auparavant, le projet devrait préciser que l'extrême urgence doit être demandée par le requérant, ce qui ressort implicitement de l'avis L. 20.371/AG (note de la p. 28). L'article 6 de l'arrêté royal du 27 octobre 1989 devrait à cette fin être complété par un 4° rédigé comme suit :

"4° le cas échéant, un exposé des faits de nature à établir l'extrême urgence au sens de l'article 10bis".

La place de l'article 10bis implique que la décision du président doit être précédée du rapport prescrit par l'article 9. Celui-ci devrait dès lors être complété par un alinéa 2 rédigé comme suit :

"En cas de demande d'application de l'article 10bis, le membre de l'auditorat fait rapport immédiatement, et conclut à l'application soit du paragraphe 1er, soit du paragraphe 2 de cet article. S'il conclut à l'application du paragraphe 2, il conclut en outre sur le bien-fondé de la demande".

Pour la clarté des textes, il est proposé de régler par des dispositions distinctes l'application des hypothèses résultant de la combinaison des articles 9 et 10bis.

L'article 10, qui régleme l'hypothèse prévue par l'article 9, alinéa 1er, doit subir d'autres modifications que celle qui est proposée par l'article 2 du projet. L'alinéa 1er doit préciser qu'il vise l'application de l'article 9, alinéa 1er. L'alinéa 3 doit être abrogé. Il

.../...

en va de même de l'alinéa 6, qui fait double emploi avec l'article 15, alinéa 1er. Pour la sécurité juridique, il s'indiquerait de réécrire entièrement l'article 10.

L'article 10bis serait alors complété par les dispositions tendant à en assurer l'application. Seul le paragraphe 1er en requiert, et on pourrait utilement y faire figurer l'article 10, alinéa 3 actuel. L'article pourrait être rédigé comme suit :

"Art. 10bis. § 1er. Dans les cas d'extrême urgence, la suspension peut être ordonnée provisoirement par le président de la chambre ou par le conseiller d'Etat qu'il désigne à cette fin, sous réserve de confirmation par la chambre.

S'il estime qu'il y a lieu de faire application de l'alinéa 1er, le président ou le conseiller désigné instruit la demande en suivant la procédure prescrite par l'article 10, alinéas 2 à 4.

Il peut, par ordonnance, convoquer les parties éventuellement à son hôtel, à l'heure indiquée, même les jours de fête et de jour à jour ou d'heure à heure.

§ 2. Si l'urgence est telle que les parties ou certaines d'entre elles ne puissent être entendues, l'arrêt qui ordonne la suspension convoque les parties dans les trois jours devant la chambre compétente qui statue sur la confirmation de la suspension".

.../...

Le texte proposé supprime l'exigence de la confirmation par la chambre compétente "dans les soixante jours de la demande", car ce délai fait double emploi avec celui que prévoit l'article 17, § 4, des lois coordonnées. Si ce délai devait être maintenu explicitement dans le cas prévu au paragraphe 1er, il devrait l'être aussi dans le cas du paragraphe 2.

De la suppression de la suspension automatique et des dispositions qui soumettent la suspension prononcée par le président à la confirmation par la chambre, il ressort que l'article 15, alinéa 2, de l'arrêté royal du 27 octobre 1989 perd tout objet. Cette disposition doit, dès lors, être abrogée.

Observations finales.

1. L'article 19 de l'arrêté royal du 27 octobre 1989 n'a plus d'objet depuis que l'article 9 du règlement de procédure a été abrogé par l'article 4 de l'arrêté royal du 7 janvier 1991. Il devrait donc être abrogé.

En revanche, le doublement des délais opéré par les articles 2, 3 et 5 du même arrêté rendra pratiquement impossible de respecter, au cas où la suspension de l'exécution est ordonnée, le délai de six mois imparti par l'article 17, § 4, des lois coordonnées à la chambre pour statuer.

.../...

Il appartiendra au Gouvernement d'apprécier si, en pareil cas, les délais ne devraient pas être diminués de moitié. L'article 19 de l'arrêté royal du 27 octobre 1989 pourrait alors être remplacé par une disposition ayant cette portée.

2. L'article 4 de l'arrêté royal du 27 octobre 1989 doit être adapté à l'état actuel des textes :

- a) la référence à l'article 52, alinéa 3, du règlement de procédure n'est plus adéquate puisque l'article 52, tel qu'il procède de l'arrêté royal du 7 janvier 1991, ne contient plus d'alinéa 3 et surtout que la règle qui s'y trouvait a été insérée dans les lois coordonnées;
- b) il ressort de l'article 21bis des lois coordonnées que la notification du recours aux candidats intervenants émanera tantôt du greffier en chef (§ 1er), tantôt de l'auditeur général (§ 2).

L'arrêté en projet devrait donc contenir l'article 1er qui sera proposé ci-après.

En conclusion, le projet se présenterait comme suit :

"Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 27 octobre 1989 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat, saisie d'une demande de suspension.

.../...

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment les articles 17 et 18, remplacés par la loi du 16 juin 1989;

Vu l'arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat (1);

Vu l'arrêté royal du 27 octobre 1989 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat, saisie d'une demande de suspension, notamment l'article 4, l'article 6, l'article 7, modifié par l'arrêté royal du 6 décembre 1990, l'article 9, l'article 10, modifié par l'arrêté royal du 6 décembre 1990, l'article 15 et l'article 19;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

(1) Ce visa n'est pas indispensable.

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

"Article 1er. L'article 4 de l'arrêté royal du 27 octobre 1989 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat, saisie d'une demande de suspension, est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 4. Quiconque a reçu du geffier en chef ou de l'auditeur général la notification du recours et de la demande de suspension de l'exécution, conformément à l'article 21bis des lois coordonnées, ne peut former de demande en intervention dans la procédure de suspension que dans les quinze jours de la réception de cette notification".

Art. 2. A l'article 6 du même arrêté est ajouté un 4° rédigé comme suit :

"4° le cas échéant, un exposé des faits de nature à établir l'extrême urgence au sens de l'article 10bis".

Art. 3. L'article 7, alinéa 2, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 6 décembre 1990, est abrogé.

.../...

Art. 4. L'article 9 du même arrêté est complété par un alinéa 2 rédigé comme suit :

"En cas de demande d'application de l'article 10bis, le membre de l'auditorat fait rapport immédiatement, et conclut à l'application soit du paragraphe 1er, soit du paragraphe 2 de cet article. S'il conclut à l'application du paragraphe 2, il conclut, en outre, sur le bien-fondé de la demande".

Art. 5. L'article 10 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 6 décembre 1990, est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 10. Sur le vu du rapport prévu à l'article 9, le président fixe par ordonnance la date de l'audience à laquelle la demande de suspension de l'exécution sera examinée par la chambre.

Si toutefois il apparaît que la demande est manifestement irrecevable ou manifestement non fondée, le président convoque le requérant et la partie défenderesse à comparaître devant lui à bref délai et au plus tard dans les dix jours du dépôt du rapport; celui-ci est joint à la convocation.

Les notifications peuvent se faire par porteur, contre accusé de réception.

Entendu les parties et l'auditeur en son avis, le président statue sans délai.

.../...

S'il ne rejette pas par arrêt la demande comme manifestement irrecevable ou manifestement non fondée, il procède conformément à l'alinéa 1er".

Art. 6. Dans le même arrêté, il est inséré un article 10bis rédigé comme suit :

"Art. 10bis. § 1er. Dans les cas d'extrême urgence, la suspension peut être ordonnée provisoirement par le président de la chambre ou par le conseiller d'Etat qu'il désigne à cette fin, sous réserve de confirmation par la chambre.

S'il estime qu'il y a lieu de faire application de l'alinéa 1er, le président ou le conseiller désigné instruit la demande en suivant la procédure prescrite par l'article 10, alinéas 2 à 4.

Il peut, par ordonnance, convoquer les parties éventuellement à son hôtel, à l'heure indiquée, même les jours de fête et de jour à jour ou d'heure à heure.

§ 2. Si l'urgence est telle que les parties ou certaines d'entre elles ne puissent être entendues, l'arrêt qui ordonne la suspension convoque les parties dans les trois jours devant la chambre compétente qui statue sur la confirmation de la suspension".

Art. 7. L'article 15, alinéa 2, du même arrêté est abrogé.

Art. 8. (voir l'observation finale 1).

Art. 9. (article 4 du projet, sauf à supprimer, à l'alinéa 2, les mots "de l'exécution").

Art. 10. (article 5 du projet)".

Het doel van het ontwerp is de automatische schorsing als gevolg van het instellen van een vordering tot schorsing van de tenuitvoerlegging van een aangevochten akte volledig af te schaffen. Die automatische schorsing is voor de verordeningen al afgeschaft door het koninklijk besluit van 6 december 1990.

Als tegenwicht van die afschaffing wordt aan de voorzitter van de geadieerde kamer de bevoegdheid toegekend om de schorsing uit te spreken in geval van uiterst dringende noodzakelijkheid. Daartoe wordt door het ontwerp in het koninklijk besluit van 27 oktober 1989 een artikel 10bis ingevoegd dat in dezelfde bewoordingen geredigeerd is als een tekst die in advies L. 20.371/AV werd voorgesteld om te worden ingevoegd in de gecoördineerde wetten van 12 januari 1973.

Als die tekst in de gecoördineerde wetten zou zijn ingevoegd, zouden voor de toepassing ervan bepaalde aanpassingen van het koninklijk besluit van 27 oktober 1989 vereist geweest zijn. Die aanpassingen moeten in het ontwerp staan.

Het nieuwe artikel 10bis voorziet in twee gevallen van uiterst dringende noodzakelijkheid : een "gewone" uiterst dringende noodzakelijkheid, waarbij een procedure op tegenspraak mogelijk is, en een "absolute" uiterst dringende noodzakelijkheid, waarbij die procedure, ook al zijn de termijnen kort, uitgesloten is. Die twee gevallen zouden in afzonderlijke paragrafen moeten worden behandeld om de toepassing ervan te vergemakkelijken.

.../...

Vooraf zou het ontwerp moeten bepalen dat de uiterst dringende noodzakelijkheid door de verzoeker moet worden aangevraagd, wat impliciet blijkt uit advies L. 20.371/AV (voetnoot van blz. 28). Artikel 6 van het koninklijk besluit van 27 oktober 1989 zou daarom moeten worden aangevuld met een bepaling onder 4°, luidende :

"4° in voorkomend geval een uiteenzetting van de feiten die kunnen aantonen dat er uiterst dringende noodzakelijkheid is in de zin van artikel 10bis".

De plaats van artikel 10bis houdt in dat de beslissing van de voorzitter moet worden voorafgegaan door het verslag dat wordt voorgeschreven in artikel 9. Dat artikel 9 zou dan ook moeten worden aangevuld met een tweede lid, luidende :

"In geval van een vordering tot toepassing van artikel 10bis, brengt het lid van het auditoraat onmiddellijk verslag uit en concludeert hij tot de toepassing van ofwel paragraaf 1, ofwel paragraaf 2, van dat artikel. Indien hij concludeert tot de toepassing van paragraaf 2, dient hij bovendien van conclusie over de gegrondheid van de vordering".

Ter wille van de duidelijkheid van de teksten wordt voorgesteld de toepassing van de mogelijkheden die resulteren uit de samenlezing van de artikelen 9 en 10bis, te regelen door afzonderlijke bepalingen.

.../...

In artikel 10, dat het geval regelt waarin artikel 9, eerste lid, voorziet, moeten andere wijzigingen worden aangebracht dan die welke wordt voorgesteld door artikel 2 van het ontwerp. Het eerste lid moet bepalen dat het betrekking heeft op de toepassing van artikel 9, eerste lid. Het derde lid moet worden opgeheven. Hetzelfde geldt voor het zesde lid, dat een herhaling is van artikel 15, eerste lid. Ter wille van de rechtszekerheid is het aangewezen om artikel 10 helemaal te herschrijven.

Artikel 10bis zou dan worden aangevuld met de bepalingen die voor de toepassing ervan moeten zorgen. Alleen voor paragraaf 1 zijn die nodig en het zou nuttig zijn daarin het huidige artikel 10, derde lid, op te nemen. Het artikel zou kunnen worden geredigeerd als volgt :

"Art. 10bis. § 1. In geval van uiterst dringende noodzakelijkheid, kan de schorsing voorlopig worden bevolen door de voorzitter van de kamer of door de staatsraad die hij daartoe aanwijst, onder voorbehoud van bevestiging door de kamer.

Indien de voorzitter of de aangewezen staatsraad van oordeel is dat er grond is om het eerste lid toe te passen, onderzoekt hij de vordering volgens de procedure die is voorgeschreven in artikel 10, tweede tot vierde lid.

Hij kan de partijen bij bevelschrift eventueel te zijnen huize oproepen op het bepaalde uur, zelfs op feestdagen en van dag tot dag of van uur tot uur.

.../...

§ 2. Als de zaak zoveel spoed eist dat de partijen of sommige van hen niet kunnen worden gehoord, worden in het arrest dat de schorsing beveelt, de partijen binnen drie dagen opgeroepen om te verschijnen voor de bevoegde kamer die uitspraak doet over de bevestiging van de schorsing".

In de voorgestelde tekst is het vereiste dat de bevoegde kamer "binnen zestig dagen na het verzoek" een bevestiging geeft, weggefallen omdat die termijn een herhaling is van die welke wordt bepaald in artikel 17, § 4, van de gecoördineerde wetten. Als die termijn uitdrukkelijk behouden zou blijven voor het geval bepaald in paragraaf 1, zou hij ook behouden moeten blijven voor het geval bepaald in paragraaf 2.

De afschaffing van de automatische schorsing en de bepalingen die de door de voorzitter uitgesproken schorsing afhankelijk stellen van een bevestiging door de kamer, hebben tot gevolg dat artikel 15, tweede lid, van het koninklijk besluit van 27 oktober 1989 volkomen doelloos wordt. Die bepaling moet bijgevolg worden opgeheven.

Slotopmerkingen.

1. Artikel 19 van het koninklijk besluit van 27 oktober 1989 is onwerkzaam geworden sinds artikel 9 van de procedureregeling is opgeheven bij artikel 4 van het koninklijk besluit van 7 januari 1991 en zou dus moeten worden opgeheven.

.../...

Daar staat tegenover dat de door de artikelen 2, 3 en 5 van hetzelfde besluit bepaalde verdubbeling van de termijnen het vrijwel onmogelijk zal maken om de door artikel 17, § 4, van de gecoördineerde wetten aan de kamer verleende termijn van zes maanden om uitspraak te doen, in acht te nemen wanneer de schorsing van tenuitvoerlegging wordt bevolen.

Het is aan de Regering om uit te maken of de termijnen in dat geval niet zouden moeten worden verminderd met de helft. Artikel 19 van het koninklijk besluit van 27 oktober 1989 zou dan kunnen worden vervangen door een bepaling met die strekking.

2. Artikel 4 van het koninklijk besluit van 27 oktober 1989 moet worden aangepast aan de huidige stand van de teksten :

- a) de verwijzing naar artikel 52, derde lid, van de procedureregeling is niet meer juist aangezien artikel 52, zoals het blijkt uit het koninklijk besluit van 7 januari 1991, geen derde lid meer heeft en vooral aangezien het daarin vervatte voorschrift in de gecoördineerde wetten is ingevoegd;
- b) uit artikel 21bis van de gecoördineerde wetten blijkt dat de kennisgeving van het beroep aan de kandidaat-tussenkommende partijen zowel kan uitgaan van de hoofdgriffier (paragraaf 1) als van de auditeur-generaal (paragraaf 2).

.../...

Het ontworpen besluit zou dus een artikel 1 moeten hebben dat hierna zal worden voorgesteld.

Het ontwerp zou er dus uitzien als volgt :

"Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 27 oktober 1989 tot bepaling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State, waarbij een vordering tot schorsing aanhangig is gemaakt.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op de artikelen 17 en 18, vervangen bij de wet van 16 juni 1989;

Gelet op het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State (1);

Gelet op het koninklijk besluit van 27 oktober 1989 tot bepaling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State, waarbij een vordering tot schorsing aanhangig is gemaakt, inzonderheid op artikel 4, artikel 6, artikel 7, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 december 1990, artikel 9, artikel 10, gewij-

(1) Deze vermelding is niet absoluut noodzakelijk.

zigd bij het koninklijk besluit van 6 december 1990, artikel 15 en artikel 19;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

"Artikel 1. Artikel 4 van het koninklijk besluit van 27 oktober 1989 tot bepaling van de rechtspleging voor de afdeling administratie van de Raad van State, waarbij een vordering tot schorsing aanhangig is gemaakt, wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Art.4. Degene aan wie overeenkomstig artikel 21bis van de gecoördineerde wetten door de hoofdgriffier of door de auditeur-generaal kennisgeving is gedaan van het beroep en van de vordering tot schorsing van tenuitvoerlegging, kan alleen binnen vijftien dagen na ontvangst van die kennisgeving een vordering tot tussenkomst in de schorsingsprocedure instellen".

Art. 2. Aan artikel 6 van hetzelfde besluit wordt een 4° toegevoegd, luidende :

"4° in voorkomend geval een uiteenzetting van de feiten die kunnen aantonen dat er uiterst dringende noodzakelijkheid is in de zin van artikel 10bis".

.../...

Art. 3. Artikel 7, tweede lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 december 1990, wordt opgeheven.

Art. 4. Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een tweede lid, luidende :

"In geval van een vordering tot toepassing van artikel 10bis, brengt het lid van het auditoraat onmiddellijk verslag uit en concludeert hij tot de toepassing van ofwel paragraaf 1, ofwel paragraaf 2 van dat artikel. Indien hij concludeert tot de toepassing van paragraaf 2, dient hij bovendien van conclusie over de gegrondheid van de vordering".

Art. 5. Artikel 10 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 december 1990, wordt vervangen als volgt :

"Art. 10. De voorzitter stelt de datum van de terechtzitting waarop de vordering tot schorsing van tenuitvoerlegging door de kamer wordt onderzocht, bij bevelschrift vast na kennisneming van het in artikel 9 bedoelde verslag.

Indien evenwel blijkt dat die vordering kennelijk onontvankelijk of kennelijk ongegrond is, roept de voorzitter de verzoeker en de verwerende partij op om spoedig en uiterlijk binnen tien dagen na de indiening van het verslag voor hem te verschijnen; dit verslag wordt bij de oproeping gevoegd.

.../...

De kennisgevingen mogen, tegen ontvangstbewijs, per bode geschieden.

Na de partijen en het advies van de auditeur te hebben gehoord, doet de voorzitter zonder verwijl uitspraak.

Indien hij de vordering niet bij arrest als kennelijk onontvankelijk of kennelijk ongegrond afwijst, gaat hij overeenkomstig het eerste lid te werk".

Art. 6. In hetzelfde besluit wordt een artikel 10bis ingevoegd, luidende :

"Art. 10bis. § 1. In geval van uiterst dringende noodzakelijkheid, kan de schorsing voorlopig worden bevolen door de voorzitter van de kamer of door de staatsraad die hij daartoe aanwijst, onder voorbehoud van bevestiging door de kamer.

Indien de voorzitter of de aangewezen staatsraad van oordeel is dat er grond is om het eerste lid toe te passen, onderzoekt hij de vordering volgens de procedure die is voorgeschreven in artikel 10, tweede tot vierde lid.

Hij kan de partijen bij bevelschrift eventueel te zijnen huize oproepen op het bepaalde uur, zelfs op feestdagen en van dag tot dag of van uur tot uur.

§ 2. Als de zaak zoveel spoed eist dat de partijen of sommige van hen niet kunnen worden gehoord, worden in het arrest dat de schorsing beveelt, de partijen

.../...

binnen drie dagen opgeroepen om te verschijnen voor de bevoegde kamer die uitspraak doet over de bevestiging van de schorsing".

Art. 7. Artikel 15, tweede lid, van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 8. (Zie de slotopmerking 1).

Art. 9. (Artikel 4 van het ontwerp, behalve dat in het tweede lid de woorden "van de tenuitvoerlegging" moeten vervallen).

Art. 10. (Artikel 5 van het ontwerp)".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : P. TAPIE,
de Heren :

président,
voorzitter,

R. ANDERSEN,
M. LEROY,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

C. DESCHAMPS,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

P. GOTHOT,

Madame : J. GIELISSEN,
Mevrouw :

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. M. DUMONT, auditeur général adjoint. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. I. KOVALOVSKY, référendaire adjoint.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. M. DUMONT, adjunct-auditeur-generaal. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. I. KOVALOVSKY, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN.

P. TAPIE.